le 22 décembre 2014

CONSEIL DE PARIS

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations

Séance des 15, 16 et 17 décembre 2014

2014 DASCO 1171 Caisses des écoles-Modalités d'attribution des subventions allouées par la Ville de Paris pour la restauration scolaire et périscolaire pour la période 2015-2017.

Mme Alexandra CORDEBARD, rapporteure.

Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal,

Vu la loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis du Conseil du 1^{er} arrondissement, en date du 1^{er} décembre 2014 ;

Vu la saisine de M. le Maire du 2^e arrondissement, en date du 24 novembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 3^e arrondissement, en date du 1^{er} décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 4^e arrondissement, en date du 4 décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 5^e arrondissement, en date du 1^{er} décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 6^e arrondissement, en date du 2 décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 7^e arrondissement, en date du 5 décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 8^e arrondissement, en date du 2 décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 9^e arrondissement, en date du 1^{er} décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 10^e arrondissement, en date du 1^{er} décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 11^e arrondissement, en date du 4 décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 12^e arrondissement, en date du 1^{er} décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 13^e arrondissement, en date du 1^{er} décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 14^e arrondissement, en date du 1^{er} décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 15^e arrondissement, en date du 1^{er} décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 16^e arrondissement, en date du 1^{er} décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 17^e arrondissement, en date du 1^{er} décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 18^e arrondissement, en date du 1^{er} décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 19^e arrondissement, en date du 1^{er} décembre 2014 ;

Vu l'avis du Conseil du 20^e arrondissement, en date du 4 décembre 2014 ;

Vu le projet de délibération, en date du 2 décembre 2014, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'approuver les modalités d'attribution des subventions allouées par la Ville de Paris aux caisses des écoles pour la restauration scolaire et périscolaire pour la période 2015-2017 ;

Sur le rapport présenté par Mme Alexandra CORDEBARD, au nom de la 6e commission,

Délibère :

Article 1 : Pour la période 2015-2017, la Ville de Paris participe aux dépenses de restauration scolaire et périscolaire des caisses des écoles par le biais d'une subvention de restauration.

Chapitre I : MODALITES DE CALCUL DE LA SUBVENTION DE RESTAURATION

Article 2 : Un prix de revient du repas (PRR) est établi pour chaque caisse pour la période 2015-2017, sur la base des dépenses constatées en 2013.

Le PRR 2015 est établi sur la base des dépenses 2013, actualisé selon l'indice de restauration scolaire de l'INSEE.

Afin de tenir compte de la variation des prix du secteur, l'évolution du PRR sera déterminée chaque année par le Conseil de Paris.

Article 3 : Les caisses des écoles sont réparties en trois sous-ensembles en fonction du nombre de repas qu'elles ont produits en 2013 :

- « groupe 1 » (moins de 700 000 repas /an),
- « groupe 2 » (de 600 000 à 1,7 million repas /an),
- « groupe 3 » (plus de 1,7 million repas /an).

La répartition des caisses des écoles dans les trois sous-ensembles est annexée au présent projet de délibération (annexe).

Pour chaque sous-ensemble, un « prix de référence » est déterminé pour la période 2015-2017. Il est égal à la moyenne des prix de revient des repas (PRR) de l'année 2015 des caisses qui composent le sous-ensemble.

Article 4 : Pour les caisses dont le PRR est inférieur au prix de référence du sous-ensemble auquel elles appartiennent, le montant de la subvention de restauration est déterminé par la formule suivante :

$$(PRR \times N) - RF$$

dans laquelle,

(*PRR*) est le prix de revient du repas de la caisse, tel que fixé pour l'année 2015 en annexe 2 de la présente délibération. Pour les années 2016-2017, il sera actualisé par le Conseil de Paris dans la limite du prix de référence du sous-ensemble de chaque caisse tel que défini à l'article 2.

(*N*) est le nombre de repas scolaires et périscolaires servis pour le compte de la Ville de Paris durant l'année civile en cours.

Par repas scolaires et périscolaires, on entend les repas servis aux enfants durant les jours de classe et au sein des centres de loisirs, ainsi que les repas servis aux adultes pour lesquels la Ville de Paris prend en charge le coût du repas (surveillants).

(RF) est le montant des participations familiales dues au titre de la restauration scolaire à chaque caisse des écoles durant l'année civile en cours.

Article 5 : Pour les caisses dont le PRR est supérieur au prix de référence du sous-ensemble auquel elles appartiennent, le montant de la subvention de restauration est déterminé par la formule suivante :

$$\begin{aligned} & (\text{Prix de référence} \times N) - RF \\ & + \\ & \text{Enveloppe de convergence} \end{aligned}$$

dans laquelle,

(Prix de référence) est le prix de référence du sous-ensemble auquel appartient la caisse tel que défini à l'article 2.

(N) est le nombre de repas scolaires et périscolaires servis pour le compte de la Ville de Paris durant l'année civile en cours.

Par repas scolaires et périscolaires, on entend les repas servis aux enfants durant les jours de classe et au sein des centres de loisirs, ainsi que les repas servis aux adultes pour lesquels la Ville de Paris prend en charge le coût du repas (surveillants).

(RF) est le montant des participations familiales dues au titre de la restauration scolaire à chaque caisse des écoles durant l'année civile en cours.

(Enveloppe de convergence) est égale à : $[(PRR - \text{Prix de référence}) \times N] * T$

dans laquelle,

(T) est un pourcentage calculé annuellement par caisse. Il est au plus égal à 70% en 2017.

(PRR) est le prix de revient du repas de la caisse, tel que fixé pour l'année 2015. Le PRR n'est pas actualisé pour la période 2015-2017.

Article 6 : avant le vote de leur budget primitif, les éléments estimatifs de calcul de la subvention de restauration sont communiqués à chaque caisse des écoles, comprenant le PRR actualisé pour les caisses non soumises au mécanisme de convergence, ainsi que l'estimation du nombre de repas subventionnés et des recettes familiales.

Article 7 : Le versement de la subvention de restauration est effectué en trois acomptes et un solde :

- deux acomptes versés au cours du premier semestre de l'année, correspondant respectivement à 40% et 35% du montant estimé de la subvention de restauration.

- un troisième acompte versé au second semestre de l'année correspondant au montant de la subvention de restauration calculé sur la base du PRR de l'année, de la prévision du nombre de repas et des recettes familiales de l'année, ajustée par rapport aux éléments transmis avant le vote du budget primitif, ainsi que, le cas échéant, du taux appliqué pour l'enveloppe de convergence, déduction faite du montant des deux premiers acomptes.

- le solde, correspondant à la différence entre le montant définitif de la subvention de restauration calculée conformément aux articles 4 et 5 et le montant total des acomptes versés au cours de l'année précédente, sera régularisé l'année suivante en venant en complément (solde positif) ou en déduction (solde négatif) lors du versement du dernier acompte de l'année suivante.

L'ensemble de ces éléments est fixé par délibération du Conseil de Paris.

*

Chapitre II : CONVENTIONS D'OBJECTIFS ET ENVELOPPE QUALITE

Article 8 : En sus de l'attribution de la subvention de restauration, la Ville accompagne les caisses des écoles dans leurs efforts d'amélioration de la qualité des repas et d'optimisation de la gestion.

Une convention d'objectifs pluriannuels est signée avec chacune des caisses. Le recours à davantage de produits labellisés, issus de l'agriculture biologique, ou répondant à d'autres critères issus du Plan Alimentation durable, ainsi que les efforts en termes de formation des personnels et de gestion, sont encouragés et font l'objet d'une subvention additionnelle, dont l'enveloppe budgétaire globale est plafonnée à 3,5% du montant total des subventions de restauration.

Seules les caisses signataires de la convention d'objectifs peuvent bénéficier de la subvention qualité.

Article 9 : La présente délibération entre en vigueur au 1^{er} janvier 2015.

ANNEXE

Tableau de répartition des caisses en trois sous-ensembles en fonction du nombre de repas produits en 2013

Sous-ensemble	Nombre de repas produits en 2013	Caisses des écoles	Prix de référence pour la période 2015-2017
« groupe 1 »	Moins de 700 000	Arrondissements 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9	7€
« groupe 2 »	Entre 700 000 et 1,7 million	Arrondissements 10, 11 12, 14, 16 et 17	6,55€
« groupe 3 »	Plus de 1,7 million	Arrondissements 13, 15, 18, 19 et 20	6,35€